



Chili: les grandes avenues s'ouvrent enfin

Par [La Jornada \(éditorial\)](#)

Mondialisation.ca, 27 octobre 2019

[La Jornada](#) 26 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#)

Quelques jours après que le président Sebastián Piñera a qualifié ceux qui manifestent contre ses politiques de poignées de délinquants, le préfet de Santiago a dû reconnaître hier que plus d'un million de personnes étaient descendues dans les rues de la capitale pour exiger la fin du modèle néolibéral suffocant imposé par le dictateur Augusto Pinochet dans les années 1970, maintenu et même intensifié par tous les gouvernements élus depuis le retour de la démocratie en 1990. La journée de protestations, soutenue par des centaines de milliers de personnes dans d'autres régions du pays, a été jusqu'à maintenant le point culminant du plus grand soulèvement populaire de la nation andine depuis la fin de la dictature, il y a trois décennies.

L'ampleur de la participation montre le rejet des mesures cosmétiques annoncées par Piñera pour tenter de contenir l'incendie social qu'il a provoqué en autorisant une augmentation du prix du métro de Santiago, mais surtout, en répondant aux premières manifestations en affichant sans retenue ses instincts autoritaires. Même pour une classe politique aussi insensible que celle du Chili, il aurait dû être clair que les concessions du gouvernement -une augmentation immédiate de 30 dollars par mois pour les pensions les plus faibles, une augmentation de 50 dollars du salaire minimum, l'annulation de l'augmentation des tarifs de l'électricité, des réductions sur les prix des médicaments qui sont vendus avec un surcôt énorme et une augmentation de 5 % des impôts des plus riches, entre autres- sont évidemment urgentes, mais aussi insuffisantes et même offensantes pour un peuple qui a souffert de 19 morts, des centaines de blessés et des milliers de détenus résultat de la répression brutale déclenchée par un gouvernement qui n'a jamais caché ses sympathies envers la période dictatoriale.



Si ce soulèvement populaire peut paraître surprenant dans un pays où, à l'exception de mouvements sectoriels ponctuels, la population avait montré une capacité de résignation

quasi illimitée face à la détérioration continue des conditions de vie du plus grand nombre, il l'est moins au prisme du contexte régional actuel. En effet, quelques jours seulement avant que la bourde de Piñera ne pousse les Chiliens dans la rue, la société équatorienne avait forcé le président Lenín Moreno à reculer dans sa tentative de sacrifier le pays pour satisfaire l'oligarchie et le Fonds monétaire international, tandis qu'en Argentine, la droite dure de Mauricio Macri se dirige vers une confirmation de l'écrasante défaite électorale subie lors des primaires d'août dernier, résultat du rejet du coût social de ses politiques néolibérales.

En plus de montrer la généralisation d'un ras-le-bol d'un système économique prédateur devenu insoutenable, l'unité affichée par la société chilienne est un écho retentissant des dernières paroles du président Salvador Allende qui, peu avant de tomber assassiné par les putschistes le 11 septembre 1973, prédisait la réouverture des grandes avenues par lesquelles l'homme libre marcherait de nouveau pour construire une société meilleure.

La Jornada

Article original en espagnol : [Chile: se abren las grandes alamedas](#), La Jornada, le 26 octobre 2019.

Traduction : Luis Alberto Reygada

Dernière minute : le président Sebastián Piñera a annoncé samedi 26 octobre un vaste remaniement du gouvernement (« *J'ai demandé à tous les ministres de remettre leur démission pour pouvoir former un nouveau gouvernement et pouvoir répondre à ces nouvelles demandes* »). Il a également annoncé la levée de l'état d'urgence dès dimanche. L'armée a décidé de suspendre le couvre-feu en vigueur à Santiago.

Notes :

Dernier discours de Salvador Allende le matin du coup d'état du 11 septembre 1973 :

<http://chili.rongo-rongo.com/discours-allende.html>

La source originale de cet article est [La Jornada](#)
Copyright © [La Jornada \(éditorial\)](#), [La Jornada](#), 2019

Articles Par : [La Jornada](#)
(éditorial)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca